# Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

# TOUT CHANGER MAINTENANT !

## Contre l'offensive du capitalisme en faillite, un plan pour la défense du monde du travail et révolutionner le monde

http;//www.npa-dr.org - Supplément au n 172 du 3 janvier 2021

# TOUT CHANGER MAINTENANT !

## Contre l'offensive du capitalisme en faillite, un plan pour la défense du monde du travail et révolutionner le monde

La pandémie de la Covid-19 n'est ni une vengeance de la nature ni un complot concocté dans un laboratoire de Wuhan ou d'ailleurs. Elle est la conséquence de l'évolution des rapports entre la société humaine et la nature sous les effets de la course globalisée à la compétitivité, à la croissance des profits, du productivisme. Elle est partie prenante de la crise écologique qui menace la planète**,** le déclencheur et l'accélérateur d'une débâcle économique jusqu'alors latente et annoncée dont personne n'est en mesure d'anticiper l'ampleur ni les ravages.

Partout, l'égoïsme de classe, les privilèges de la propriété privée capitaliste, des riches ont fragilisé les populations désarmées devant le virus. Ils ont aggravé la situation par leur police sanitaire, leurs injonctions incohérentes, leur panique accentuant le désordre du marché capitaliste.

Leur vieux monde est au bord de la faillite, il ne peut être le monde d'après. Un nouveau monde est en train de naître, de prendre conscience de lui-même à travers les affrontements, révoltes, les soulèvements, les révolutions qui secouent la planète. Le besoin d'égalité, de dignité, de bien être, le besoin de coopération et d'entraide, le besoin de pouvoir jouir librement des richesses produites par le travail humain, d'en finir avec la misère, la pauvreté, le pouvoir policier, les guerres cherchent les moyens de se manifester, de conquérir la démocratie, le pouvoir du plus grand nombre pour en finir avec le pouvoir d'une minorité parasite et illégitime.

### Nos vies et la planète valent mieux que leur profit, pas de retour à l'anormal !

C'est en reprenant l'offensive que nous pourrons mettre un coup d'arrêt à la régression sociale et politique qui fait le lit d'aventuriers populistes dont les Trump, Johnson, Macron, Poutine, Erdogan et autres qui flattent les préjugés réactionnaires, le nationalisme et le chauvinisme, le racisme au prétexte en particulier de la lutte contre le fondamentalisme islamiste, pour diviser les classes exploitées et opprimées. Pour perpétuer leur domination, les classes dominantes et les politiciens qui les servent sont prêts à tout et l'extrême droite, laïque ou religieuse, Marine Le Pen ici, entend bien en profiter pour faire le sale boulot.

Face aux plans dits de relance du gouvernement ou de l'Union européenne au service de l'oligarchie financière, les travailleurs, les classes populaires ont besoin de leur propre plan pour sauvegarder leur santé et leur vie, leur emploi et leur salaire ainsi que l'avenir de la société.

Notre programme n'est pas une idéologie fondée sur les mythes du passé, une utopie. Il prend appui sur les réalités des évolutions objectives, des conditions historiques, économiques et sociales, culturelles. Il a pour perspective le dépassement des contradictions à l'œuvre dans la société capitaliste, au premier rang d'entre elles la contradiction entre la socialisation, la mondialisation croissantes de l'économie, des échanges et la propriété privée capitaliste financière.

Rien n'est écrit, nous avons la possibilité d'influencer le cours de l'histoire. L'avenir de l'humanité dépend de l'intervention des travailleur.es.s en toute indépendance des institutions sur le terrain social et politique pour changer la société. Face à l'aristocratie financière qui pille et ruine le monde entier, l'abolition des privilèges proclamée par la révolution de 1789 reste à réaliser, l'égalité et la justice à conquérir pour abolir les privilèges de la propriété privée capitaliste.

### Changer le monde, c'est possible, la révolution en permanence…

Le désordre capitaliste mondialisé semble pour beaucoup sans issue. Tout au plus serait-il possible d'en atténuer les effets les plus destructeurs. Les drames et les défaites du passé obscurcissent l'horizon, les idées du socialisme et du communisme ont été vidées de tout contenu démocratique, libérateur, la possibilité de changer la société apparaît le plus souvent au mieux comme une utopie, un rêve irréalisable.

Il est clair que ça ne peut plus durer comme ça, le capitalisme a fait son temps, mais il manque la conscience des possibilités objectives d'ouvrir une autre voie de développement à la société humaine. Le mouvement ouvrier a besoin de redonner force et crédit au projet de transformation sociale dont il est porteur.

### L'évolution de la société, les progrès, produits de la lutte du travail contre le capital

La propriété privée des grands moyens de production et de distribution, l'économie de marché, contrairement à ce qu'affirment les idéologues bourgeois, n'est en rien « naturelle ». Elle est un rapport entre les classes qui s'est forgé à travers les transformations économiques et sociales qui font l'histoire de l'humanité.

Les progrès des sciences et des techniques, les progrès sociaux sont les fruits du travail humain et des luttes contre les classes dominantes qui se les approprient, hier la noblesse et l'aristocratie, aujourd'hui les capitalistes, un long combat, fait de révolutions et de contre-révolutions, de victoires et de défaites, les luttes de classes à travers lesquelles l'humanité a développé les conditions de son émancipation.

Malgré les guerres, le fascisme et le stalinisme, les luttes du prolétariat ont fait évoluer la société, les peuples opprimés ont redressé la tête pour briser le joug colonial et trouver le chemin de leur émancipation nationale sans pour autant avoir la force d'en finir avec le capitalisme.

Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS

sous le poids de l'incurie de la bureaucratie, le capitalisme a semblé triompher à l'échelle de la planète mais le mythe de « la fin de l'histoire » n'a pas résisté longtemps à la réalité de leur nouvel ordre mondial.

### La deuxième mondialisation vers une nouvelle montée révolutionnaire

Aujourd'hui la généralisation de l'économie de marché à l'ensemble du globe trace les limites historiques du capitalisme. Les conditions matérielles pour sa transformation révolutionnaire sont infiniment plus développées qu'il y a un siècle.

La révolution fait son œuvre à bas bruit, elle n'est pas un mythe ou une mystique, le grand soir, elle est un processus à l'œuvre au cœur des évolutions des rapports entre les classes, des connaissances et de la culture, des prises de conscience des opprimés. Elle est le produit du travail quotidien de millions de femmes et d'hommes pour produire leurs moyens d'existence, s'approprier les moyens matériels mais aussi les moyens intellectuels, moraux de vivre mieux. Elle est la confrontation permanente entre les besoins humains du plus grand nombre, éveillés et renforcés par les progrès, et la volonté des classes dominantes de défendre leurs privilèges archaïques, une avidité de pouvoir sans limite, une folie qui menace la planète et met en péril l'humanité.

## Un plan pour satisfaire les besoins du monde du travail, des femmes, des jeunes, des migrant.e.s… vers la conquête du pouvoir

### Faire face à l'urgence sanitaire, un service public national de la santé

La pandémie a révélé l'aberration d'un système de santé soumis à la jungle capitaliste. Chaque groupe pharmaceutique, chaque État sont en rivalité. Les techniques, les connaissances, la science sont privatisées, les intelligences humaines soumises au profit et mises en concurrence. La « santé » est une source inépuisable de profits qui se nourrissent des budgets publics, de la sécurité sociale sur le dos des populations… Les bourses exultent à l'annonce d'un vaccin...

30 ans de réformes ont soumis toujours plus l'hôpital aux intérêts privés, à la finance. Il croule sous les dettes et les déficits tandis que l'hospitalisation privée se porte au mieux (35 % du secteur) concentrée sur les activités rentables, chirurgie, ambulatoire.

Le confinement, la police sanitaire du gouvernement ne pouvaient pallier à ce délabrement qui rendait impossible une politique sanitaire démocratique. Une réorganisation du service de santé est une nécessité vitale : réquisition des établissements privés, intégration et coordination de tous les intervenants et professionnels dans un même service public assurant à tous des conditions de travail et des salaires dignes, réouverture massive de lits, plan de formation massif d'infirmières, aides-soignants, médecins.

La médecine « libérale » où chaque médecin choisit où s'installer, à quels tarifs, participe de la désorganisation et des inégalités de l'accès aux soins. Il est urgent d'instaurer, avec ses acteurs, une médecine moderne et démocratique, accessible de la même manière à tous sur tout le territoire, gratuite, faisant le lien entre soins de ville, maisons de santé, établissements d'hospitalisation avec un même statut salarié et public pour tous.

L'anarchie de la production mondiale des médicaments, du matériel médical, pose avec acuité la nécessité de sa planification, de l'expropriation des Bigpharma comme Sanofi et de la collaboration scientifique à l'échelle internationale.

### Urgence contre la misère : personne ne doit avoir faim, personne ne doit dormir dans la rue !

Le nombre des personnes qui ont eu recours à l'aide alimentaire a explosé. On estime à plus de 10 millions le nombre de celles qui sont sous le seuil de pauvreté -1063 euros par mois. Parmi les 4,22 millions de personnes qui survivent à l'aide des minimas sociaux, près de 2 millions touchent le RSA, environ 500 euros par mois pour une personne seule. On comptait avant la pandémie 143 000 sans-abri et plus de 2,8 millions de personnes occupent des logements insalubres, sans le confort minimum, ou surpeuplés.

Assurer à toutes et tous une alimentation saine et suffisante, un logement confortable, la satisfaction des besoins en eau, électricité, chauffage exige :

- augmentation des minimas sociaux à hauteur du Smic et extension de ces minimas aux jeunes de moins de 25 ans ;

- augmentation des aides au logement et baisse des loyers, réquisition de logements vacants pour les sans-abri.

- gratuité de l'eau, de l'électricité, des transports ;

- sécurité alimentaire, élargissement de la gratuité des cantines scolaires, des repas du CROUS, distribution de chèques alimentaires ;

- développement des réseaux déjà existants d'épiceries et de cantines solidaires, en lien avec les agriculteurs dont près d'un quart aujourd'hui sont en dessous du seuil de pauvreté.

### En finir avec le chômage et la précarité, interdire les licenciements, partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire, des embauches massives dans les services publics

En finir avec cette logique économique absurde, où le surtravail des uns côtoie le chômage des autres, passe par :

- l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre toutes et tous sans perte de salaire ;

- l'embauche des intérimaires et des CDD , l'embauche massive dans les services publics ;

- en finir avec les emplois précaires.

Les salariés sont les mieux à même de recenser les besoins dans chaque entreprise, de les rendre publics, en informer les travailleurs dans les entreprises et à l'extérieur, et se coordonner avec les organisations de chômeurs. Pour assurer le contrôle démocratique des moyens de production, réquisitionner, sans indemnités ni rachat, les entreprises que les capitalistes ferment parce que non rentables, décider des productions socialement utiles.

## En finir avec des inégalités insupportables

Les milliards des plans de relance ne « *ruissellent* » que dans les comptes en banque des plus riches. Les grandes fortunes explosent y compris pendant la pandémie alors que la pauvreté ne cesse de se répandre.

Ces inégalités, la paupérisation sont directement la conséquence de la politique des capitalistes qui ne peuvent maintenir leur profit, verser des dividendes qu'en aggravant l'exploitation, en diminuant toujours plus la part des richesses produites qui revient aux travailleurs avec l'aide de l'État.

Pour rompre avec cette logique de régression sociale :

- augmentation de 300 euros nets par mois pour rattraper le retard pris par les salaires sur le coût de la vie pour tous les salariés;

- pas de revenu inférieur à 1800 euros net, SMIC, minima sociaux, pensions.

## Un plan d'aide aux petits producteurs, artisans et commerçants

Le gouvernement prétend aider en priorité les petites entreprises, artisans et commerçants. Mensonge ! La récession économique a aggravé la précarité des travailleurs indépendants, petits commerçants et artisans, pris à la gorge par les taxes et les dettes. L'exonération de charges sociales, le report des loyers et des remboursements de crédits ne font que retarder les choses. Cela est vrai aussi pour les métiers de la culture et du spectacle.

Les salariés sont à leurs côtés pour imposer l'annulation des dettes, des crédits gratuits, un revenu minimum au niveau du Smic.

## Pour une agriculture libérée de la mainmise de l'agrobusiness

La majorité des paysans et des pêcheurs sont totalement dépendants de l'agrobusiness qui leur achète à bas prix leur production tout en leur vendant semences, nourriture, machines et produits chimiques. L'agriculture industrielle productiviste s'est développée sous le fouet d'une concurrence destructrice au service d'une machine à profit de plus en plus parasitaire et avide. Aucune mesure protectionniste, aucune PAC, ne permettront de s'opposer à cette mainmise de l'agrobusiness que tous les Etats ont encouragée et accompagnée.

Agriculteurs et pêcheurs sont victimes des mêmes exploiteurs que l'ensemble des travailleurs, petits producteurs, salariés ou privés d'emplois, précaires, jeunes. Ensemble ils ont entre leurs mains la seule issue, exproprier les multinationales, en prendre le contrôle pour décider de la meilleure façon d'organiser l'agriculture pour répondre aux besoins alimentaires de l'humanité, garantir à toutes et tous un revenu digne, une agriculture respectueuse des animaux d'élevage comme de la santé des consommateurs et qui intègre la nécessaire préservation de notre environnement.

## Contre l'école de Blanquer, l'école de la République bourgeoise, l'école de l'émancipation

L'école publique a atteint le même état de délabrement que les hôpitaux, et pour la même raison, la rentabilité financière. Soumise au nouveau management issu du privé, elle participe à l'aggravation des inégalités, à la sélection sociale, à l'exclusion scolaire. Elle est quotidiennement confrontée à la régression sociale et politique, à la violence, aux préjugés religieux, racistes, complotistes, qui traversent la société.

Les hommages hypocrites aux enseignants du public, ces « hussards de la République » ne masquent pas le fait que l'État finance les salaires des 180 000 enseignants du privé, à 98 % catholique, et qu'il le subventionne sous de multiples formes. Il est devenu une arme de la bourgeoisie pour casser l'école publique, trop coûteuse à ses yeux. La précarité y est plus développée (20 % des profs du privé sont des contractuels sous-payés) et le droit du travail privé y est de mise pour tous les autres personnels.

Pour devenir ce lieu qui protège, accompagne, permet à la jeunesse de s'approprier une culture émancipatrice, l'école nécessite des mesures simples :

- la création de dizaines de milliers de postes d'enseignants et de personnels éducatifs, administratifs, médicaux et sociaux, la titularisation de tous les précaires, la construction de locaux qui désengorgent les classes surchargées, des moyens pédagogiques…

- l'abolition de toutes les réformes de la maternelle à l'université, dont la réforme du bac, du bac professionnel, ParcourSup qui aggravent la sélection sociale, pour donner à toutes et tous le droit à la formation et l'accès à la culture…

- le démantèlement de l'enseignement privé financé par l'argent public, l'intégration de ses établissements dans un seul service public laïque d'éducation ;

- la création d'associations et de cadres au sein de l'école regroupant tous les personnels de l'éducation, les jeunes, les parents pour discuter démocratiquement des besoins de toutes et tous et se donner les moyens de les imposer.

## Pour l'égalité entre les sexes et les droits des femmes et des minorités sexuelles, en finir avec les discriminations

Depuis les années 2010, une vague de contestation déferle à travers le monde, ce mouvement international conteste

les rapports de domination masculine qui se manifestent dans tous les domaines de la vie sociale, professionnelle, familiale, sexuelle. Il lutte contre le harcèlement, les violences et le viol, la prostitution, la marchandisation des corps, contre les inégalités sociales qui sont justifiées par des préjugés sexistes arriérés. L'oppression sexuelle des femmes se combine aux discriminations des personnes LGBTIQ qui ne se reconnaissent pas dans la norme de genre dominante.

L'idéologie, la morale, les religions ainsi que les institutions d'État concourent pour perpétuer cet ordre social fondé sur le patriarcat, corollaire de la propriété privée capitaliste elle même point de convergences de toutes les oppressions.

Ce mouvement s'inscrit dans le renouveau de la contestation sociale et démocratique, le renouveau des luttes de classe au sein desquels les femmes, la jeunesse occupent les premières places. Il en est un des moteurs et participe à la prise de contrôle par le monde du travail tous genres confondus de ses conditions de travail et d'existence pour imposer l'égalité salariale, le droit de disposer de son corps, des services publics prenant en charge l'essentiel des tâches domestiques, de l'éducation des enfants, la fin de l'exploitation et de la division sexuelle du travail.

## « *Refuges welcome* », des papiers pour tous, liberté de circulation et d'installation

Le drame des migrants s'amplifie. la violence des guerres, de la misère, des dictatures, des catastrophes climatiques jettent sur les routes de l'exil toujours plus de femmes et d'hommes, d'enfants.

Le gouvernement refuse de régulariser migrant.e.s et sans-papiers, usant de sa démagogie de division raciste et xénophobe, en faisant une main d'œuvre corvéable pour un patronat qui en joue pour faire pression à la baisse sur l'ensemble des salaires alors que la droite extrême et l'extrême droite en font des boucs émissaires pour dévoyer la colère populaire.

Tous les travailleurs, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau, avec ou sans papiers doivent avoir les mêmes droits :

- le droit de circulation et d'installation, des papiers pour toutes et tous, le droite de vote et d'éligibilité à toutes les élections ce qui veut dire la fermeture des centres de rétention ;

- le droit à un emploi régulier ;

- un logement décent à loyer modéré ;

- l'accès aux soins gratuits, à la protection sociale, à l'ensemble des services publics.

## Contre les violences policières et le racisme, s'organiser dans les quartiers et les cités, droit de contrôle sur la police et les commissariats

Incapables d'apporter des réponses démocratiques, progressistes aux drames qu'engendre leur politique, les États n'ont de réponses que sécuritaires, répressives, policières qu'ils justifient en flattant les préjugés en premier lieu le racisme. Les lois scélérates, « *Sécurité globale* » et sur « *le séparatisme* », en sont l'illustration. Les surenchères démagogiques contre le fondamentalisme islamiste et sécuritaires se nourrissent les unes les autres pour créer un climat délétère qui prend les classes populaires en otage.

La capacité de ces dernières à préserver leur indépendance vis-à-vis du fondamentalisme religieux comme de l'union nationale au nom de la défense d'une république née du colonialisme et de l'impérialisme, est déterminante pour l'avenir. Elles seules sont en mesure d'offrir une issue démocratique et progressiste à la décomposition sociale engendrée par la violence de l'exploitation comme l'a montré le puissant mouvement provoqué par l'assassinat aux USA de Georges Lyod.

Il est possible de faire échec aux exactions des forces de l'ordre, de l'appareil répressif d'un État au service des classes dominantes avec sa justice et ses prisons.

La dissolution de la BAC et la BRA-V, la fin des contrôles au faciès, des agressions et provocations permanentes de la police qui se croit en territoire conquis arrogante et méprisante, nécessite l'organisation démocratique de la population et des travailleurs, comme lorsqu'il faut veiller sur un quartier, protéger ses cortèges en manif ou contre des nervis durant une grève.

Pour assurer la sécurité quotidienne et dans les luttes, riposter aux voyous d'extrême droite comme au fanatisme religieux, ou face à la délinquance les travailleurs devront instaurer leurs propres milices pour se défendre, en créant un rapport de force qui dissuade les corps de répression, vise à les désarmer, les désorganiser et provoquer les fraternisations.

C'est par son organisation, que la population laborieuse pourra faire respecter la justice et la paix dans les quartiers, construire et faire respecter un nouvel ordre social fondé sur la dignité, le bien-être et la liberté, un ordre qui abolira la police.

## Non à la relance des profits, réorganiser l'économie en fonction des besoins sous le contrôle des travailleurs

Si les centaines de milliards injectés par les États et les Banques centrales dans le cadre des plans de relance pour « *sauver l'économie* » n'ont rien relancé d'autre que les profits d'une infime minorité, si l'économie mondiale s'enfonce dans une récession généralisée dont il est probable qu'elle sera incapable de se relever, c'est bien parce qu'elle présentait déjà avant l'apparition de la pandémie tous les symptômes de la maladie qui la frappe.

Elle ne s'est pas remise de la crise des années 2007-2008, aboutissement d'une trentaine d'années de guerre de classe, de pillage effréné des ressources humaines et naturelles au seul profit d'une classe parasitaire. États, banques centrales et FMI sont alors intervenus à coup de milliers de milliards pour mettre un coup d'arrêt à l'effondrement. Mais, faute d'investissements productifs rentables du fait de l'essoufflement du capitalisme qui connaît de faibles gains

de productivité et ne maintient ses profits qu'en prélevant une part toujours plus grande des richesses produites au détriment du monde du travail, ces milliards se sont engouffrés de plus belle dans la spéculation et « l'industrie de la dette ».

Les remèdes n'avaient fait qu'aggraver le mal, mais c'est pourtant la même politique, en pire, qui est poursuivie actuellement : injecter dans les circuits financiers tout l'argent nécessaire pour sauver la machine à profits, permettre aux spéculateurs de poursuivre leurs jeux boursiers, entretenir leur confiance…

Les GAFAM, les Google, Apple and co ont vu leurs profits bondir alors qu'elles ne produisent quasiment aucune richesse mais utilisent les progrès des nouvelles technologies pour organiser un capitalisme de surveillance qui fait du contrôle de nos vies une marchandise.

La numérisation de l'économie ne vise qu'à accroître l'exploitation.

Le tsunami des licenciements va se poursuivre alors que la fuite en avant effrénée de la spéculation financière prépare un krach d'autant plus inévitable que la dette des États s'est envolée. En France, elle dépasse actuellement 2 600 milliards d'euros, 114,1% du PIB, 12,7 % de plus qu'au premier trimestre 2020, 49,6 % de plus qu'en 2007.

Il n'y a là rien d'inéluctable, aucune loi économique à laquelle il serait impossible d'échapper, mais la logique d'un rapport de force entre les classes.

En finir avec cette logique perverse, reprendre le contrôle de l'économie, se donner les moyens de la gérer rationnellement, c'est :

- contrôler la circulation des capitaux, par l'expropriation des banques privées, leur regroupement dans un monopole public bancaire et de crédit, sous le contrôle de la population ;

- annuler la dette publique et les dettes des petits producteurs, fermiers, artisans, petits commerçants en mettant en place un service de crédit bon marché ;

- fermer les bourses et les marchés financiers, le seul moyen qui permette d'orienter les investissements, sous le contrôle d'une planification démocratique, vers les productions indispensables à la satisfaction des besoins sociaux ;

- prendre le contrôle de l'appareil de production, l'appropriation sociale des multinationales sous le contrôle de leurs travailleur.es.s et de la population, à commencer par celles des secteurs clés de l'économie sur lesquels repose la satisfaction des besoins les plus immédiats : santé, industrie pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire…

### Répondre à la catastrophe écologique, pour une planification démocratique

Crise climatique, effondrement de la biodiversité, pollution des océans et aujourd'hui émergence de nouvelles maladies, toutes ces manifestations de la catastrophe écologique ont pour cause première la généralisation à l'échelle de la planète de l'exploitation du travail humain et du pillage des ressources naturelles. Cette logique destructrice a porté à une échelle sans précédent des déséquilibres dans les relations entre la société humaine et son environnement. Les solutions mises en avant par les scientifiques se heurtent aux frontières nationales et aux rivalités entre États, au désordre de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales.

Pour imposer une autre logique sociale, il faut que le monde du travail exerce directement son contrôle en empiétant sur la propriété capitaliste jusqu'à l'expropriation des principales multinationales et la prise en main de leur fonctionnement par leurs salarié.es.s comme par l'ensemble de la population.

Ainsi pourra être mise en œuvre une réponse globale à la crise écologique à travers une planification démocratique de l'économie. Elle permettra, à l'opposé des lois aveugles du marché, de rationaliser l'économie, c'est-à-dire de créer le cadre pour discuter des productions et des services réellement utiles et de ceux, inutiles, voire nuisibles, à arrêter.

C'est dans le cadre d'une telle planification, démocratique et socialiste, que la satisfaction des besoins du plus grand nombre et l'indispensable respect de notre environnement cesseront de s'opposer pour permettre de construire un nouvel équilibre écologique à l'échelle de la planète. L'homme se réconciliera avec la nature en se réconciliant avec lui-même.

## En finir avec le pouvoir du capital, le pouvoir des travailleurs pour changer le monde

Le matraquage médiatique, la propagande distillée en permanence par les politiciens de droite et de gauche, leur morale visent à faire l'apologie des « *premiers de cordée* », du prétendu mérite et de la réussite individuelle pour convaincre les classes exploitées qu'elles doivent rester à leur place.

Cette idéologie de classe justifie les inégalités, l'injustice, la division de la société en classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat,

A l'opposé, la classe ouvrière internationale qui s'est développée à travers la mondialisation représente la perspective d'une autre société fondée sur la solidarité et l'entraide.

Pendant des décennies les classes dominantes ont maintenu une relative paix sociale grâce aux surprofits, produits du pillage colonial et impérialiste, en opposant la classe ouvrière des pays riches à celle des pays pauvres. Aujourd'hui la concurrence mondialisée tend à homogénéiser les conditions des esclaves salariés de par le monde. Pour tenter de contenir l'élan de ce nouveau prolétariat, l'oligarchie financière, les dirigeants des États instillent le poison de la division, du nationalisme et du

racisme, en agitant la menace du fondamentalisme islamiste ou la prétendue menace de l'immigration dont ils portent l'entière responsabilité par le chaos mondialisé des guerres qu'ils ont instauré. Ils espèrent aussi pouvoir dresser la petite et moyenne bourgeoisie déclassées ou qui se sentent menacées par la déroute économique du capitalisme contre les travailleurs.

C'est bien pourquoi les classes exploitées ont besoin de s'organiser, de s'unir face à ceux qui sont prêts au pire comme dans le passé ils ont fait appel au fascisme pour sauver leur domination et leurs privilèges.

### « *Du passé faisons table rase !* », place à la jeunesse !

Depuis les révolutions du monde arabe suite à la grande crise de 2007-2008, depuis 2016 et avec la révolte des Gilets jaunes, ici, une nouvelle génération s'est engagée dans la lutte contre le vieux monde. Libre de tous les échecs, reniements ou trahisons du passé, elle représente l'avenir, « *la flamme de la révolution* » ainsi que l'écrivait le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht.

Discuter des perspectives ouvertes par la nouvelle époque, d'un programme pour les luttes d'émancipation, c'est s'ouvrir à elle, l'aider à prendre conscience des possibilités nouvelles, de ses propres possibilités et capacités, l'aider à penser son propre avenir indissociable de celui de l'ensemble de la société. C'est lui permettre, après des décennies de recul, de reprendre le drapeau du mouvement ouvrier.

Elle porte l'exigence du renouveau, elle veut écrire sa page, l'ensemble du mouvement a besoin de son dynamisme, de son intransigeance, de son exigence.

### « *Pour l'honneur des travailleurs et un monde meilleur* », s'organiser, militer dans les syndicats, faire de la politique !

Contrairement aux partis bourgeois et institutionnels ou aux appareils syndicaux, faire de la politique pour le monde du travail va à l'encontre de tout embrigadement ou soumission aux intérêts de carriéristes ou d'appareils.

L'émancipation des travailleurs comme la construction de l'outil collectif qui leur est nécessaire sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Les changements politiques et sociaux ne peuvent en aucune façon se réaliser à travers les « solutions » des organisations qui, comme *La France insoumis*e, se présentent aujourd'hui comme un « nouveau réformisme ». Elles ne proposent en réalité, sur la base de l'effondrement des vieux partis issus du mouvement ouvrier, le Parti socialiste et le Parti communiste, que des politiques populistes qui abandonnent le terrain et la filiation de classe et enferment les aspirations des masses exploitées dans l'impasse institutionnelle.

La « révolution citoyenne » est un mythe. Elle vise à contenir la contestation et la révolte dans le cadre du système, de ses institutions.

Le mensonge républicain véhiculé par la droite, la gauche ou les courants populistes présente l'État comme neutre, au-dessus des classes. C'est un leurre. L'État est une machine administrative, policière, militaire vouée à la défense des intérêts des classes dominantes, à leur service depuis toujours.

Les travailleur.es.s, les classes populaires doivent se donner leurs propres instruments politiques tant pour diriger, organiser leurs luttes aujourd'hui que pour conquérir et exercer le pouvoir demain, construire leur propre État démocratique, instrument du pouvoir des classes exploitées pour changer le monde et destiné à disparaître pour laisser la place à une société sans classe, débarrassée de toutes formes d'oppression.

Les forces vives d'un parti révolutionnaire des travailleurs existent au sein des classes populaires, parmi les militants du mouvement social et politique, celles et ceux qui se sont retrouvés dans les interpros, les collectifs ou coordinations, révoltés, écœurés par les reniements et trahisons des partis de la gauche institutionnelle, en particulier l'ensemble des militantes et militants, les différentes tendances du mouvement révolutionnaire appelés à s'unir, principalement le NPA et  Lutte ouvrière

### Conquérir la démocratie, le pouvoir de décider de la marche de la société, pour un gouvernement des travailleurs

Cela commence au quotidien, dans les luttes sociales, par la remise en cause du monopole qu'exercent les structures syndicales « officielles » intégrées au jeu de dupes du « *dialogue social* », leur prétention à être les seuls représentants des travailleur.es.s et uniques interlocuteurs du patronat et de l'État. Mener un mouvement social, une grève, est l'affaire des grévistes eux-mêmes par l'institution d'organes de direction démocratique, de comités de grève élus par l'ensemble des grévistes pour organiser la lutte, définir son orientation représenter les grévistes devant les patrons et le pouvoir.

Les chemins et les rythmes que prendront les transformations engagées avant d'aboutir à la prise de conscience qu'il n' y a pas d'autre issue que l'action collective pour conquérir la démocratie, le pouvoir afin d'exproprier les expropriateurs, seront nécessairement longs et multiples. La transformation de la société est l'œuvre de l'action consciente de millions de femmes et d'hommes, cela ne se décrète pas ni ne se décide par en haut.

La longue histoire des luttes du prolétariat montre qu'il ne peut exercer son propre pouvoir qu'en arrachant aux classes dominantes leur pouvoir politique et économique qui repose sur la propriété et l'État., en démantelant leur État pour instaurer un gouvernement des travailleurs, en rupture avec toutes les formes de démocratie bourgeoise, électorale et parlementaire, qui confisque le pouvoir au peuple. Ce pouvoir reposera sur la démocratie directe des travailleurs et de la population mobilisés, organisés pour décider de leurs propres affaires communes.

### Vers une Europe des travailleurs et des peuples

Un tel gouvernement inscrira sa politique dans un mouvement plus large que le cadre national, celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples. L'Union européenne, la pandémie comme le drame des migrants en ont apporté une nouvelle démonstration, est une construction politique par en haut pour et par les

banquiers et les dirigeants des multinationales, la BCE. Elle concentre aujourd'hui contre elle la contestation et la révolte de bien des catégories sociales qui lui attribuent la responsabilité des offensives dont elles sont victimes. Mais penser qu'il suffirait de quitter cette Europe-là, de revenir dans le cadre de politiques nationales, comme le font les souverainistes de droite comme de gauche, les nationalistes d'extrême-droite, pour en finir avec ces offensives, est une illusion dangereuse. Cela détourne la révolte sociale des véritables causes des attaques que nous subissons, d'une politique de classe et internationaliste.

Les travailleurs ayant conquis le pouvoir dans un pays d'Europe seront peut-être contraints du fait des rapports de force de sortir de l'euro ou de l'UE. Ils en appelleront à ceux des autres pays à les rejoindre. Ils leur proposeront de renverser les institutions actuelles de l'Union européenne qui sont un instrument au service de la rapacité des bourgeoisies européennes, ce qui posera la nécessité d'une assemblée constituante des travailleurs et peuples européens pour déterminer sous quelle forme ils veulent coopérer dans le cadre d'une Europe des travailleurs et des peuples, des États-Unis socialistes d'Europe.

## Pour la paix, la coopération des peuples et la solidarité Internationale

L'instabilité économique et financière, les guerres commerciales, l'exacerbation de la concurrence mondialisée, les rivalités et luttes d'influence, les multiples conflits militaires locaux entraînent une montée des militarismes et un état de guerre permanent, la course aux armements. Elles alimentent aussi la montée des forces réactionnaires, fondamentalisme islamique ou forces d'extrême droite.

La guerre fait rage en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye, en Palestine, au Yémen, dans de nombreux pays africains où les armées occidentales, en particulier l'armée française, maintiennent leur ordre pour que leurs multinationales puissent piller en paix. Elle a surgi aux frontières de l'Europe dans le Haut Karabakh et menace entre la Grèce et la Turquie. Les tensions s'accumulent en mer de Chine.

L'hégémonie des États-Unis est concurrencée par le développement des pays d'Asie en particulier. Ils n'ont plus les moyens de faire face seuls à la nouvelle instabilité du monde. A défaut, ils utilisent leur supériorité militaire en complément de la force du dollar pour engager une politique de défense de leurs propres intérêts contre le reste du monde.

La Chine, deuxième puissance capitaliste qui s'est construite à travers une révolution en rupture avec l'ancien ordre impérialiste et les grandes puissances occidentales, prétend jouer l'apaisement mais elle se lance elle aussi dans la course à l'armement. Elle est en quête de nouveaux marchés et débouchés ainsi que de sources d'approvisionnement en matières premières et énergie.

La compétition aiguë que se livrent les principales puissances dont la France dans une UE divisée, ou les puissances régionales comme le Brésil, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite ou Israël participe de la militarisation et de l'instabilité générales.

Les dépendances économiques qui se sont développées à travers la mondialisation en particulier entre les USA et la Chine n'exclut pas que l'état de guerre permanent ne puisse déboucher demain sur un affrontement militaire majeur pour le leadership mondial. Les États l'envisagent, s'y préparent, mais rien n'est écrit : l'intervention de la classe ouvrière et des classes exploitées peut ouvrir une toute autre perspective.

Le combat pour la paix, le droit des peuples, le désarmement en particulier nucléaire reste en fait impuissant s'il ne s'appuie pas sur le prolétariat pour œuvrer à unir ses luttes et ses forces par-delà les frontières pour contester le pouvoir des multinationales et de l'oligarchie financière. Loin des pieux appels à l'ONU ou à la « communauté internationale », il est un combat de classe, indissociable de celui pour le socialisme.

La coopération internationale n'est pas une simple aspiration morale, humaniste aussi légitime soit elle, elle est une force matérielle qui s'enracine dans la vie quotidienne de millions de prolétaires. La question sociale et la question internationale se combinent à travers le lien entre la concurrence économique mondialisée et les conflits internationaux entre grandes puissances, entre la guerre sociale menée contre les travailleurs et la guerre contre les peuples.

## Vers une troisième mondialisation, celle de la coopération, de la solidarité, de l'entraide entre les travailleurs et les peuples

La mondialisation est irréversible mais l'humanité a besoin d'une tout autre mondialisation. L'avenir appartient à un monde de solidarité, de coopération dirigée et organisée par la classe des producteurs pour le bien-être, la démocratie, la paix, le respect de la nature.

Il n'y a pas de troisième voie, de compromis possible.

Face à l'offensive des classes capitalistes, l'heure est à l'unité, au regroupement des classes exploitées, de tout ce qui vit encore du socialisme et du communisme autour d'une compréhension commune de la nouvelle époque dans laquelle est entrée l'humanité, des possibilités révolutionnaires dont elle est riche.

« *Le communisme, pour nous, n'est pas un état qu'il faut créer, ni un idéal vers lequel la réalité doit s'orienter. Nous nommons communisme le mouvement réel qui abolit l'ordre établi. [...] L'existence des masses ouvrières prolétarisées suppose le marché mondial. Par conséquent, le prolétariat ne peut exister que sur le plan de l'histoire mondiale, tout comme le communisme, autrement dit l'action communiste ne peut exister qu'en tant que réalité historique planétaire* » écrivait en 1846 Karl Marx.

Cette réalité planétaire a conquis une dimension jamais égalée et donne aux propos de Marx leur portée universelle, penser le socialisme et le communisme, non comme une proclamation, une vision messianique, encore moins comme le masque d'une politique institutionnelle, mais comme une politique de classe s'inscrivant dans ce mouvement qui abolit l'ordre établi.